# **Termes de Référence**

|  |  |
| --- | --- |
| Titre du Projet | Programme d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF |
| Partenaires | Tunisie, Côte d’Ivoire, Burkina Faso |
| Opérateurs | Expertise France et CFi |
| Directrice de Projet | Emilie Bècle |
| Email | [Emilie.becle@expertisefrance](about:blank).fr |
| Pays/institution | **Tunisie** |
| Opérateur sur l’activité | **Expertise France** |
| Activité | **A 2 – 2.2 5 Formationsur le suivi, l’évaluation, la coordination et le leadership dans le cadre de la mise en œuvre du PAN PGO** |

# **Formationsur le suivi, l’évaluation, la coordination et le leadership dans le cadre de la mise en œuvre du PAN PGO**

# Description et contexte du PAGOF

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), la France s’est engagée à soutenir la transparence de l’action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d’action. Dans cette perspective, l’AFD a instruit et financé le **Projet d’Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l’AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d’Expertise Technique Internationale) et CFi (Agence Française de coopération médias) ce projet d’Assistance Technique sur une durée de 3 ans à destination des pays d’Afrique francophone, et ainsi d’accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. Ce volet cible en priorité les 3 pays déjà membres de l’initiative internationale (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire).

L’objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires (Tunisie, Burkina Faso et Côte d’Ivoire) dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l’action publique et l’accès aux données, l’intégrité de l’action publique et des agents publics et l’utilisation des nouvelles technologies en faveur de l’ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d’Afrique francophone dans leur démarche d’adhésion au PGO. Dans ce cadre, Expertise France se chargera plus particulièrement de l’appui aux autorités, et CFi de l’appui aux organisations de la société civile (dont les médias).

Deux axes d’intervention ont été priorisés pour chaque pays : le premier (Axe A) se concentre sur des activités de sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO ; le second (Axe B) s’attache à appuyer la mise en œuvre technique des Engagements pris par chaque pays dans le cadre de leur Plan d’Action National (PAN).

# Description des Objectifs de l’activité

L’activité s’exerce dans le cadre de l’Axe A : Sensibilisation aux principes de gouvernement ouvert et principes méthodologiques liés au PGO

Dans le cadre de la mise en œuvre d’un Plan d’Action National PGO, le rôle du Comité de Pilotage PGO est crucial. Celui-ci a un rôle multiple que ce soit dans le processus et les méthodes PGO des rapports d’auto-évaluation annuels, en consultation avec la société civile, dans le suivi de la mise en œuvre des engagements du PAN, dans la mobilisation et la coordination des porteurs d’engagements comme des autres acteurs du Gouvernement Ouvert ainsi que dans le portage même du Plan d’Action et du PGO au niveau politique et stratégique.

L’Objectif de l’activité est donc de renforcer les compétences des membres du Comité de Pilotage PGO et de l’Unité de l’Administration Electronique et points focaux PGO en matière de pilotage de projet dans le cadre du PGO, et notamment de :

* Renforcer les capacités des Membres du Copil PGO et points focaux dans le suivi et l’évaluation des engagements du PAN, que ce soit dans le cadre de la méthodologie PGO (exigences de l’auto-évaluation, de l’IRM, etc…) que dans le cadre du pilotage de projet complexe plus large (planification, monitoring, tableaux de bord, budgétisation, gestion des risques, comment mesurer les impacts des engagements etc…) ;
* Renforcer les capacités des participants dans le portage politique du PAN et du PGO : de la coordination avec les porteurs d’engagements de l’administration et de la société civile, à la coordination plus large de l’ensemble des acteurs du gouvernement ouvert, jusqu’au leadership pour un portage politique essentiel ;
* Partager des pistes de réflexion et échanger sur les outils, les cadres réglementaires mis en place, les expériences et bonnes pratiques en termes d’auto-évaluation, de suivi-évaluation, mécanismes de coordination et leadership établis par d’autres pays ayant adhérés au PGO, notamment ceux développés par la France, ainsi que sur les méthodes d’inclusion de la société civile.

Au vu de l’objectif recherché, il s’agira pour l’expert de contribuer plus spécifiquement à :

* Renforcer les capacités des membres du Copil PGO et les points focaux sur la méthodologie d’évaluation du Processus PGO et plus précisément sur la méthodologie d’auto-évaluation et de suivi des engagements du PAN ;
* Plus largement, discuter et mettre en place des outils de suivi des engagements (monitoring, tableaux de bords) à travers notamment les bonnes pratiques et les expériences pertinentes mises en place par les gouvernements et la société civile ;
* Discuter et mettre en place des outils d’évaluation des engagements, un cadre de performance de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des engagements (système de mesure des impacts -indicateurs qualitatifs et quantitatifs), mesurer le taux de réalisation des engagements, les étapes clés, en fonction d'indicateurs précis et objectivement vérifiables ;
* Former les membres du Copil PGO et points focaux à la gestion plus générale de projet complexe : outils de gestion de projet, organisation, planification, budgétisation, gestion des risques, gestion du changement ;
* Bien définir les rôles et obligations de l’administration et de la société civile dans l’élaboration de ce suivi et de cette évaluation de la mise en œuvre du PAN et perfectionner le cadre de dialogue et de co-création de solutions société civile/ gouvernement, pour l’inclusion de la société civile dans la mise en œuvre du PAN et son évaluation ;
* Former les membres du Copil PGO et points focaux sur la coordination de projet :
  + la coordination au sein des porteurs d’engagements de l’administration et des OSC (Comité technique, OSC et ministères partenaires et porteurs) : outils de coordination, responsabilités et rôles de chacun, communication, reporting, redevabilité
  + la coordination en dehors de ce premier cercle, à savoir avec les autres acteurs du PGO et du Gouvernement Ouvert : que ce soit l’ensemble des ministères, Hauts fonctionnaires et responsables politiques, la société civile, les Partenaires Techniques financiers, la Support Unit PGO et autres organes du PGO (groupes de travail PGO), les acteurs internationaux du PGO (rôle régulier de communication sur le PAN, PGO, initiatives, rôle d’information, de mobilisation, etc…)
* Former les participants sur le leadership et le portage politique : comment porter le PGO au sein de son administration et/ou de la société civile, quels outils, quelle organisation, quelle sensibilisation, quels messages, quel portage ?
* A travers tous ces échanges et discussions, il sera pertinent que l’expert s’appuie sur des bonnes pratiques développées par des pays-membres du PGO, et notamment faire un retour de l’expérience française en la matière : quels outils ou plateformes a-t-on mis en œuvre pour faciliter le suivi, l’évaluation, la mise en œuvre du PAN, réunions, forum, tableaux de bords, quel cadre réglementaire pour favoriser ce travail (dans l’open data, l’accès à l’information, etc…) ainsi que sur les méthodes de coordination interministérielle (mise en place par etalab par exemple) et autre coordination (OSC, acteurs nationaux et internationaux du gouvernement ouvert) et portage politique pertinent.

Le public cible est :

* Le point focal PGO administration : 4 personnes de l’Unité de l’administration Electronique
* Le Comité technique PGO : OSC et Ministères porteurs d’engagement
* 20-22 personnes maximum

# Livrables

* Formation délivrée (avec mise en place d’outils de suivi, tableau de bord, monitoring, cadre de performance pour l’évaluation, etc…)
* Supports de formation
* Rapport de fin de mission

# Type de contrat

Court terme

# Nombre de jours d’expertise

13 jours maximum : formation de 3 ou 4 jours à Tunis,5-7 jours de préparation et 2 jours de reporting

# Calendrier prévisionnel

Juin-Aout 2020

# Lieu d’exécution

L’activité sera réalisée en Tunisie (Tunis principalement pour la formation) et dans le pays de résidence de l’expert.

Soumission des propositions

Les consultants intéressés doivent inclure les documents suivants dans leurs propositions :

* Une brève proposition technique détaillant leur compréhension du contexte et des termes de référence, la méthode de formation proposée et contenu (5/8 pages) ;
* Les CV de l’expert proposé contenant des informations détaillées sur les qualifications, l'expérience et les références appropriées ;
* Les éléments de preuve de leurs capacités à exécuter une telle tâche (références) ;
* Une proposition financière détaillée en jours-homme au total.

L’offre financière devra être établie en Hors Taxes (HT) et en Toutes Taxes Comprises (TTC).

***Les candidats devront indiquer l'entreprise/entrepreneur qui pourrait être amenée à conclure le marché avec Expertise France (Société avec n° d’enregistrement légal au registre des sociétés et ayant donc le droit d’émettre des factures)***

**Les dossiers de candidatures sont reçus sur les adresses ci-dessous :**

* Emilie Becle, Cheffe du Projet PAGOF : [emilie.becle@expertisefrance.fr](mailto:emilie.becle@expertisefrance.fr)
* Asma Sabri, Coordonnatrice locale du Projet PAGOF : [pagof.tn@gmail.com](mailto:pagof.tn@gmail.com)

**DATE LIMITE DE SOUMISSION DES CANDIDATURES : 19 juin**

# Profil requis de l’expert

Qualifications et compétences

* Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements dans le secteur public, lutte contre la corruption, Partenariat pour un Gouvernement ouvert, administration électronique au sein de l’administration centrale et locale ;
* Connaissance de l’administration publique décentralisée (enjeux, acteurs, etc.) ;
* Connaissance du dialogue avec les Organisations de la Société Civile ;
* Compétences en matière de gestion de projet, planification, définition et suivi de projet
* Excellentes compétences rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifique

* Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités basées sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, e-gov, administration électronique au sein de l’administration ;
* Excellente connaissance du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert et des méthodologies et processus du PGO, notamment des processus d’évaluation ;
* Expérience nécessaire dans l’élaboration de rapport d’auto-évaluation du PAN (du côté administration ou du côté société civile) et/ou dans l’élaboration du rapport indépendant et expérience internationale dans ce domaine serait un avantage ;
* Capacité à travailler en milieu interculturel, capacité de mise en perspective des relations autorités/OSC et de faciliter leurs échanges ;
* Compétence en pilotage et coordination de projet/mission (organisation, modération, leadership de groupe de travail et atelier)

# Langue(s) de travail

Français